



Conseil économique et social

Distr. générale
23 août 2012
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe

Conférence des Parties à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels

Septième réunion

Stockholm, 14-16 novembre 2012

Point 15 de l'ordre du jour provisoire

Plan d'action au titre de la Convention

Priorités, plan de travail et ressources au titre de la Convention pour la période 2013-2014

Proposition du Bureau

Résumé

Le présent document décrit les activités proposées au titre de la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels pour la période 2013-2014 ainsi que les ressources nécessaires pour les réaliser.

Le Bureau soumet cette proposition à la Conférence des Parties à la Convention pour examen, révision et adoption, en réponse à la demande formulée par cette dernière lors de sa sixième réunion (ECE/CP.TEIA/22, par. 76 c)).

1. Le processus suivi par le Bureau de la Conférence des Parties à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels pour élaborer le présent document, qui énonce les activités proposées au titre de la Convention pour la période 2013-2014 et les ressources nécessaires pour les réaliser, est décrit dans le rapport du Bureau sur ses activités depuis la sixième réunion de la Conférence des Parties (ECE/CP.TEIA/2012/2).
2. Le plan de travail comprend des activités relevant des domaines prioritaires définis par la Stratégie à long terme pour la Convention et que le Bureau considère comme nécessaires pour que celle-ci continue de jouer un rôle important dans l'amélioration de la sécurité industrielle dans la région de la Commission économique pour l'Europe (CEE). Le plan de travail comprend aussi des éléments qui visent à favoriser les synergies avec d'autres accords multilatéraux sur l'environnement (par exemple, la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (Convention d'Aarhus) et la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux) et avec d'autres activités de la CEE (dans les domaines de la gestion du logement, de l'aménagement du territoire, et éventuellement dans celui des énergies renouvelables et du commerce, en lien avec les travaux sur la sécurité des conduites d'hydrocarbures et des terminaux pétroliers). Des synergies avec d'autres organisations opérant dans le domaine de la sécurité industrielle sont prévues.
3. Le plan de travail prévoit que la Conférence des Parties applique ou adapte les «Principes directeurs concernant l'attribution d'une aide financière pour faciliter la participation d'experts et de représentants des pays en transition aux réunions organisées dans le cadre de la Conférence des Parties et aux activités relevant du Programme d'aide», tels qu'ils ont été adoptés à la sixième réunion de la Conférence des Parties (ECE/CP.TEIA/22, annexe III).
4. L'exécution des activités inscrites dans le plan de travail exige non seulement des ressources au titre du budget ordinaire mais aussi des ressources extrabudgétaires. En conséquence, les Parties, d'autres pays membres de la CEE et diverses parties prenantes sont invités à soutenir les activités menées au titre de la Convention pendant la période 2013-2014 par des contributions au Fonds d'affectation spéciale de la Convention, par un financement direct des activités ou par des contributions en nature. Les Parties sont également invitées à montrer la voie en soutenant largement les activités. Le plan de travail définitif contiendra les noms des pays chefs de file et des pays fournisseurs d'appui.

Tableau 1
Plan de travail et ressources pour la période 2013-2014

		Ressources financières extrabudgétaires (en espèces et en nature)	Ressources humaines inscrites au budget ordinaire ou relevant des ressources extrabudgétaires, en mois de travail d'administrateur [P] et d'agent des services généraux [G] du personnel du secrétariat	
Domaine	Activités et pays chefs de file/d'appui	En dollars É.-U.	P	G
I. Activités de base de la Convention				
Participation des Parties et autres parties prenantes	Communication ciblée (lettres d'information, communiqués de presse, brochures, site Web, participation à des forums)	15 000		
	Visites de travail et réunions de haut niveau dans les États parties	9 000		
	Visites de travail auprès d'autres parties prenantes	6 000		
Total partiel		30 000	5,0	2,0
Échange d'informations	Échange de données d'expérience et de bonnes pratiques entre les Parties, pour encourager l'organisation continue d'exercices bilatéraux de préparation	30 000		
	Pays chefs de file/d'appui []			
	Activités de sensibilisation à la sécurité industrielle dans les universités (suivi de projet pilote en Arménie)	25 000 (contribution en nature de l'Allemagne)		
	Pays chef de file: Allemagne			
	Échange de bonnes pratiques pour accroître la participation du public aux activités nationales en matière de sécurité industrielle (éventuellement en coopération avec la Convention d'Aarhus)	30 000		
Pays chefs de file/d'appui []				
Total partiel		85 000	6,0	3,0
Partenariats stratégiques	Élaboration d'un guide méthodologique sur l'évaluation des risques, en collaboration avec des partenaires	30 000		
	Pays chefs de file/d'appui []			
	Élaboration de critères ou de normes en matière de sécurité et d'aménagement du territoire, par un groupe d'experts et avec des partenaires, en tenant compte des tendances à long terme	40 000		
	Pays chefs de file/d'appui [] ^a			
	Activités (à déterminer) destinées à sensibiliser aux risques liés à un optimisme excessif, à assurer la prévention et à maintenir un niveau élevé de sécurité, en collaboration avec des partenaires	50 000		
Pays chefs de file/d'appui []				

Domaine	Activités et pays chefs de file/d'appui	Ressources financières extrabudgétaires (en espèces et en nature)	Ressources humaines inscrites au budget ordinaire ou relevant des ressources extrabudgétaires, en mois de travail d'administrateur [P] et d'agent des services généraux [G] du personnel du secrétariat	P	G
		En dollars É.-U.			
	Élaboration, en collaboration avec des partenaires, de lignes directrices sur l'évaluation des risques transfrontières, incluant éventuellement une description des risques d'exposition	60 000			
	<i>Pays chefs de file/d'appui</i> [Pays-Bas,]				
	Élaboration d'une liste de points à vérifier sur la sécurité des installations de gestion des résidus	(en nature) ^b			
	<i>Pays chef de file:</i> Allemagne				
	Réunion du Groupe mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels en vue d'élaborer une liste de points à vérifier ou une méthode pour harmoniser la planification d'urgence en cas d'accidents pouvant avoir des effets sur les eaux transfrontières ^c	20 000			
	Exécution des phases identifiées pour aider les pays à ratifier le Protocole sur la responsabilité civile et l'indemnisation en cas de dommages causés par les effets transfrontières d'accidents industriels sur les eaux transfrontières (deuxième et troisième phases)	50 000			
	<i>Pays chefs de file/d'appui</i> []				
	Formation en ligne sur les accidents industriels, avec le concours du Groupe commun PNUE-OCHA (Programme des Nations Unies pour l'environnement- Bureau de la coordination des affaires humanitaires) de l'environnement (<i>suite</i>)	15 000			
	<i>Pays chefs de file/d'appui</i> []				
	Réunions avec les organisations partenaires pour coordonner les activités communes	30 000			
	<i>Pays chefs de file/d'appui</i> []				
Total partiel		295 000		18,0	4,5
Financement	Réunions de donateurs	5 000			
	<i>Appui</i> []				
	Visites bilatérales	10 000			
	<i>Appui</i> []				
Total partiel		15 000		1,0	0,5

Domaine	Activités et pays chefs de file/d'appui	Ressources financières extrabudgétaires (en espèces et en nature)	Ressources humaines inscrites au budget ordinaire ou relevant des ressources extrabudgétaires, en mois de travail d'administrateur [P] et d'agent des services généraux [G] du personnel du secrétariat	P	G
		En dollars É.-U.			
Activités diverses	Huitième réunion de la Conférence des Parties	80 000			
	<i>Appui</i> []				
	Réunions du Bureau, ou réunions communes avec le Groupe de travail de l'application	75 000			
	<i>Appui</i> []				
	Réunions du Groupe de travail de l'application	30 000			
	<i>Appui</i> []				
	Réunions du Groupe de travail du développement ^d	25 000			
	<i>Appui</i> []				
	Consultation afin de permettre aux points de contact d'examiner l'efficacité du Système de notification des accidents industriels de la CEE	40 000			
	<i>Appui</i> []				
Total partiel		260 000	18,0		9,0
Total de la Section I		675 000	45,0		19,0

II. Activités d'aide au titre de la Convention

Programme d'aide	Activités au titre de la phase préparatoire (notamment au Monténégro et au Turkménistan)	15 000			
	<i>Pays chefs de file/d'appui</i> []				
	Activités au titre de la phase d'exécution, faisant suite à un plan d'action approuvé par le Bureau (par exemple en Serbie) ^e	100 000			(à titre indicatif)
	<i>Pays chefs de file/d'appui</i> []				
	Activités au titre de la phase d'exécution, faisant suite à un plan d'action approuvé par le Bureau (par exemple en ex-République yougoslave de Macédoine) ^f	100 000			(à titre indicatif)
	<i>Pays chefs de file/d'appui</i> []				
	Réunions du Groupe de travail de l'application aux fins de l'examen des autoévaluations réalisées et des plans d'action élaborés par les pays bénéficiaires, avec téléconférences	20 000			
	<i>Appui</i> []				

Domaine	Activités et pays chefs de file/d'appui	Ressources financières extrabudgétaires (en espèces et en nature)	Ressources humaines inscrites au budget ordinaire ou relevant des ressources extrabudgétaires, en mois de travail d'administrateur [P] et d'agent des services généraux [G] du personnel du secrétariat	
		En dollars É.-U.	P	G
	Ateliers ou réunions sous-régionaux de suivi et de formation sur les autoévaluations réalisées et les plans d'action élaborés par les pays bénéficiaires	90 000		
	<i>Pays chefs de file/d'appui []</i>			
	Projet relatif au delta du Danube en matière de gestion des risques, auquel participent la République de Moldova, l'Ukraine et la Roumanie (<i>suite</i>)	100 000 (estimation)		
	<i>Pays chef de file: Allemagne</i>			
	Projet relatif au delta du Danube en matière de gestion des crises, auquel participent la République de Moldova, l'Ukraine et la Roumanie (<i>suite</i>)	100 000 (estimation)		
	<i>Pays chefs de file/d'appui []</i>			
	Autres projets présentés par les pays dans le cadre des plans d'action au titre du Programme d'aide, en vertu du mécanisme cyclique	150 000		
	Deux missions consultatives	20 000		
	Assistance administrative à l'exécution du projet (agents des services généraux, 15 %)	105 000		
Total de la Section II		800 000	32,0	12,0
III. Autres activités du secrétariat		-	4,0	2,0
Total des activités (sections I + II + III)		1 475 000	81,0^g	33,0

^a Des cofinancements pourraient être demandés par le biais du Comité du logement et de l'aménagement du territoire de la CEE.

^b L'Allemagne doit communiquer un budget indicatif à la septième réunion de la Conférence des Parties; ce pays devrait en principe financer la totalité de l'activité concernée en nature.

^c Les dépenses afférentes aux services de consultants pour cette activité ont déjà été inscrites au budget.

^d Comprenant une aide financière pour les représentants des Parties, dans la limite de deux réunions à participation non limitée, conformément aux critères établis et périodiquement mis à jour par le Comité des politiques de l'environnement concernant l'attribution d'une aide financière pour faciliter la participation d'experts et de représentants des pays en transition.

^e La Serbie a signalé qu'elle avait besoin d'une aide extérieure sous forme de services d'experts internationaux pour évaluer les matériels de formation et organiser des activités destinées aux autorités ou aux opérateurs dans un certain nombre de domaines ainsi que pour conseiller les opérateurs en matière de préparation de plans d'urgence et d'établissement des rapports sur la sécurité.

^f L'ex-République yougoslave de Macédoine a indiqué qu'elle avait besoin d'une assistance technique plus étendue, pour élaborer des textes législatifs et réglementaires et des documents directifs, assurer une formation, créer des inventaires et des bases de données, définir et appliquer des plans d'urgence, organiser des campagnes d'information, et mettre en place un service d'assistance aux entreprises.

^g Un poste (P ou G) équivaut à vingt et un mois de travail par exercice biennal. En termes de ressources humaines, la mise en œuvre du plan de travail, outre un poste P-4 inscrit au budget ordinaire et un poste d'expert associé, nécessite donc deux postes d'administrateurs supplémentaires financés sur les ressources extrabudgétaires. On estime les ressources financières nécessaires pour ces deux postes à 750 000 dollars des États-Unis par exercice biennal, comme l'indique le tableau 2 ci-dessous.

Tableau 2
Ressources totales pour l'exercice 2011-2012

<i>Postes/activités</i>	<i>Montants en dollars É.-U.</i>
Activités de base de la Convention	675 000
Activités d'aide de la Convention	800 000
Personnel:	
Administrateurs, budget ordinaire	(financé sur le budget ordinaire de l'ONU)
Agents des services généraux, budget ordinaire	(financé sur le budget ordinaire de l'ONU)
Administrateur (directeur du programme d'aide), ressources extrabudgétaires	420 000
Administrateur (fonctionnaire chargé de l'appui au programme), ressources extrabudgétaires	330 000
Administrateur (expert associé), ressources extrabudgétaires	(actuellement mis à disposition par l'Allemagne, mais voir note à ce sujet)
Total	2 225 000

Note: Le poste de fonctionnaire chargé de l'appui au programme est actuellement un poste P-2; le secrétariat envisage toutefois de l'élever à P-3 (le même niveau que le directeur du programme d'aide), ce qui entraînerait une augmentation des coûts. Le poste d'expert associé est financé par l'Allemagne jusqu'au 30 octobre 2013. L'Allemagne pourrait décider de continuer à financer ce poste auquel cas il devra être cofinancé à parts égales par le fonds d'affectation spéciale (c'est-à-dire par les donateurs). Financer ce poste pendant deux ans de plus exigerait 325 000 dollars, la moitié de cette somme étant prise en charge par le fonds d'affectation spéciale; le poste pourrait aussi être financé pour un an, dans les mêmes conditions.